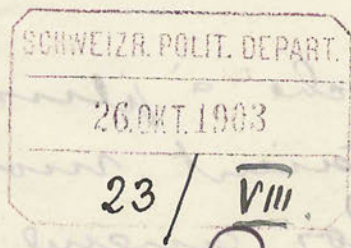


Messieurs les Anglais
Legation de Suisse
en France
à Paris
15^{bis} rue de Marignan
17⁷ à av
16. Oct.
1/03
37

Paris, (8^e Arr^t) le 24 Octobre 1903

15^{bis} rue de Marignan



PRIÈRE DE RAPPELER
LE NUMÉRO CI-DESSUS.

Monsieur le Président,

Les souverains Italiens
ont été reçus à Paris par la population
à peu près comme l'aurait été le
roi d'Angleterre et à dire poliment et
avec une nuance un peu plus
chaude, parce que le Français est toujours
ici quelque peu l'ennemi héréditaire
et surtout parce que la Reine avait
accompagné son mari. Je n'ai pas
entendu un seul cri d'ordant;
j'ai entendu quelques raves. Vers le
Roi " et d'assez nombreux. Vers la
Reine ". Comme d'habitude on avait
exagéré ici les festivités, et les
malheureux souverains n'ont pas

Monsieur
Monsieur Bercher
Président de la Confédération Suisse



cache' à plusieurs diplomates qu'ils
 étaient morts de fatigue. Le
 Roi, auquel j'ai eu l'honneur d'être
 présenté après un dîner par
 l'Ambassadeur d'Italie, ne m'a parlé
 que de choses militaires; il paraît
 plus vieux que son âge, a une
 figure sérieuse, intelligente et
 énergique, et on a eu généralement
 l'impression qu'il n'était
 pas le premier venu. Si cela peut
 vous intéresser j'ajouterai que le
 Roi Louis XIII rentrant le printemps
 dernier d'Italie en Angleterre par
 Paris, a dit à l'Ambassadeur Mousson
 qu'il considérait Victor Emmanuel III
 "comme un homme tout à fait
 hors ligne et capable de faire de
 grandes choses."

Quant au côté politique
 de ce voyage, on est généralement de

l'avis que le Roi s'est avancé à Paris
 et a imposé à la venue les fatigues
 du voyage dans un but financier.
 La préparation de l'opinion publique
 par la presse a été faite de main de
 maître depuis des mois et il n'y a
 guère que des financiers pour savoir
 influencer à ce point les journaux,
 cela a dû coûter fort cher de faire
 accepter et presque acclamer un
 souverain de la Triplice par les
 Parisiens; puisque cela coûte cher, il faut
 qu'il y ait une forte opération financière
 en perspective. Cette opération ne peut
 être que la conversion de la Rente
 Italienne 5% en 3½. Il y a 3 à 4
 milliards de Rente Italienne en France.
 Ce qui me confirme dans cette impression
 c'est une conversation que j'ai eue en
 sortant d'un dîner royal au Ministère
 des Affaires Étrangères avec le vice-
 président d'une des Chambres, personnage

important et plusieurs fois ministre ;
c'est aussi le fait que le seul Français
non officiel présenté au roi à l'Élysée
a été le chef de la maison Rotschild ;
je suis sorti du palais en même temps
que lui et n'ai pu m'empêcher de lui
rappeler une conversation que nous
avions eue sur l'Italie chez le
ministre des Finances Maguin, il
y a une douzaine d'années, à l'occasion
d'une conférence monétaire ; aujourd'hui
lui, le baron Alphonse de Rotschild
paroise sa maison et ses bureaux de
banquiers italiens ; alors, il me disait
qu'il n'avait pas étudié l'histoire pour
encombrer sa mémoire d'un certain
nombre de dates, mais pour en tirer
des conclusions pratiques ; que toute
l'histoire faisait de l'Italie une
ennemie de la France et qu'il fallait
arriver à doter l'Italie d'une République
parce que la République serait pour elle

le Gouvernement le plus des et le plus mauvais. Il est évident que les temps ont beaucoup changé, puisque le célèbre baron arbore le drapeau rouge - blanc - vert.

Il est impossible de savoir ce que l'Italie a dit à la France au sujet du Maroc dans les derniers mois. L'Angleterre, particulièrement intéressée à être renseignée à ce sujet, n'a même pu apprendre au dire de l'ambassadeur Monson. Monson ajoute que Mr. Jelcart, dans ses conversations, pose comme un axiome que la France seule a une influence ^{à exercer} au Maroc, ce que ni à Madrid, ni à Londres on n'est disposé à accepter dans ces termes. Monson ajoute qu'à Madrid on est fort déprimé, que l'ambassadeur de France Jules Cambon s'y démeure beaucoup, tandis qu'à Paris l'ambassadeur d'Espagne

6
 serait tout à fait sous l'influence de la France. Tout cela prouve que malgré les délégations britanniques antérieures, on cause "maroc" entre Paris et Londres.

Quant au Traité d'Arbitrage Anglo-Français, j'ai constaté un bon et large sourire qui a dégénéré en sourire, aussi bien chez nous que chez un des gros bonnets du Ministère français des Affaires Étrangères. Ce traité est une simple satisfaction académique donnée aux cercles parlementaires qui se sont fait de l'arbitrage une sorte de carrière; il n'y a rien dans ce traité, ni obligation générale, ni obligation spéciale, ni désignation de l'arbitre, c'est su vent.

Rien que M. Pelcasse, ^{en voyage} fane l'étonné lorsqu'on lui parle de Crute Lamsdorff à Paris et on parle comme

d'un projet éventuel pour le cas où
 Lambrosch se rendrait à Jarusstadt,
 il paraît certain que le Ministre russe
 des Affaires Étrangères se rendra en
 France prochainement (France ne
 signifie pas nécessairement Paris).
 Des personnes bien au courant des
 affaires russes me disent que la chute
 du Ministre des Finances Witte a eu pour
 conséquence ou pour cause un coup de
 barre à droite dans la politique intérieure
 russe. Le monde des grands-dicos, des
 fonctionnaires, des gens qui vivent des abus
 de l'autocratie, prend plus d'importance
 que du temps de Witte et cherche à
 entraver les tentatives de réforme
 forcée et de développement industriel
 de ce ministre. Dans les milieux dont
 il s'agit, on semble avoir une tendance
 à trouver qu'à Paris et à Rome on va
 trop à gauche, qu'en France et en Italie
 les Gouvernements abdiquent trop la

8

Direction et laissent trop de groupes
 parlementaires de gauche faire de la
 politique extérieure; En d'autres termes
 ce parti chercherait à agir sur le Czar pour
 le détacher d'une politique d'expansion
 radicale et républicaine italo-française
 qui pourrait aboutir à une amitié avec
 les partis avancés dans les pays slaves.
 Tant que le Comte Lambsdorff est
 Ministre des Affaires Étrangères à St.
 Petersbourg et M. Pellegrini à Paris, il
 n'y a pas de changement de politique
 à redouter, mais si le Comte Lambsdorff
 venait à être éliminé, cela pourrait être
 l'indice d'un changement de tendance
 à Petersbourg. Une fraction du parti
 réactionnaire russe aurait même
 une tendance à chercher dans une
 guerre extérieure une diversion aux
 graves embarras de la politique
 intérieure, ce qui rend d'autant plus
 important le maintien de Lambsdorff

au pouvoir parce que Lambsdorff est résolument
pacifique. Il paraît au surplus que le
calcul tendant à une diversion
extérieure par la guerre serait tout à
fait faux, pour ceux qui connaissent la
Russie, parce qu'une révolution éclaterait
plus facilement si l'armée est occupée
au Sahara.

L'entrevue de G. G. Lambsdorff
et Jelkarski paraît donc avoir une réelle
portée pour la politique générale, bien
que deux ministres des Affaires étrangères
aient mille moyens de correspondre entre
eux sans se parler.

Agriez, Monsieur le
Président, les assurances de ma
très haute considération.

Le Ministre de Suisse.

Lardy